L'ADMINISTRATION CENTRALE

DU DÉPARTEMENT DE LA CÔTE-D'OR,

Aux Administrations municipales.

NOUS vous envoyons, citoyens, copie d'une lettre que nous venons de recevoir du nouveau Miniſtre des finances ; les principes, les promeſſes qu'elle contient, ſont bien propres à encourager tout français animé du bien public, & qui déſire y concourir. Veuillez en faire lecture à votre prochaine réunion au temple décadaire.

En nous accuſant la réception de la préſente, vous nous informerez de ce que vous aurez fait en conſéquence.

Fait à Dijon, à la ſéance du 1er. frimaire an 8 de la République françaiſe, où étoient préſens les cit. FREMYET, *Préſident ;* DUBARD, PIETTE, ROYER, *Adminiſtrateurs ; &* MARET, *Commiſſaire du Gouvernement.*

Pour expédition conforme :

Le Secrétaire en chef.

Paris, le 22 brumaire 8.

LE MINISTRE DES FINANCES,

Aux Adminiſtrations du Département de la Côte-d'or,

Et au Commiſſaire central du Département.

LES Conſuls de la République, citoyens Adminiſtrateurs, viennent de m'appeller au miniſtère des finances.

Dans un moment où le courage des premières autorités vient d'arracher la République des mains des factieux ; où le Corps légiſlatif a poſé les baſes d'un Gouvernement fondé ſur les principes ſacrés de la liberté, de l'égalité, du reſpect pour les propriétés, & par conſéquent ſur la fidélité aux engagemens contractés, j'ai cru qu'il n'étoit pas permis au citoyen appellé à ſeconder des vues d'un auſſi grand intérêt, de conſulter ſes moyens & ſes forces ; j'ai dû ne conſulter que mon zèle.

Mais je ne me ſuis point diſſimulé que, ſans votre concours, citoyens Adminiſtrateurs, tous mes efforts ſeroient impuiſſans : placés près des adminiſtrés, inveſtis de leur honorable confiance, c'eſt à vous qu'il appartient d'entretenir & d'exciter dans leurs ames le feu ſacré de l'amour de la patrie. Dites-leur que de nouvelles deſtinées ſe préparent pour la France républicaine. Dites-leur que l'anarchie dévorante eſt anéantie pour jamais ; que les lois violatrices de la juſtice & de la liberté ſeront remplacées par celles qui doivent, en ranimant la confiance, en favoriſant le commerce & l'induſtrie, aſſurer bientôt le bonheur du peuple.

Mais dites-leur auſſi que quelques efforts ſont encore néceſſaires pour aſſeoir le Gouvernement républicain ſur une baſe déſormais inébranlable. Nos braves armées n'ont point épargné leur ſang pour écarter de nos frontières de féroces ennemis ; une paix glorieuſe ſera bientôt le fruit de leur courage. Eh ! quel citoyen, s'il eſt digne de ce nom, pourroit refuſer l'honneur de ſeconder leurs généreux travaux ? Quel français ne rougiroit pas de voir cette République,

par-tout victorieuse, lutter péniblement contre les besoins qui la pressent? .... Il faut qu'elle sorte enfin de cet état de pénurie qui contraste si sensiblement avec le triomphe de ses armées, & donne aux étrangers, qui s'étoient flattés de l'espoir de nous asservir, une si fausse idée de l'étendue de ses ressources. Oui, elles existent toutes entières, ces ressources, dont l'emploi bien réglé doit nous conduire à une paix prochaine. La sagesse d'un Gouvernement ami des idées libérales & généreuses, saura les développer. Vous concourrez, j'en suis sûr, de tous vos moyens, au succès des mesures qui seront adoptées; vous surveillerez avec plus d'activité que jamais la perception des revenus publics; & vous mériterez ainsi de partager la gloire des fondateurs de la prospérité générale.

Le Ministre des finances, *signé* GAUDIN.

Pour copie conforme:

Le secrétaire en chef.